

**MÉMOIRE POUR LES
CONSULTATIONS
PRÉBUDGÉTAIRES EN
PRÉVISION DU BUDGET DE
2020**

Par :

Edward W. Twohig
98, av. Elm
Kentville (Nouvelle-Écosse) B4N 1Z1
902-691-2866
edd@eddtwohig.ca

RECOMMANDATION 1

Que le gouvernement cherche à s'entendre avec tous les partis politiques sur les principes non politiques de base de la gouvernance sur la base desquels les politiques doivent être élaborées.

RECOMMANDATION 2

Que le gouvernement réévalue la participation du Canada à des accords financiers et économiques internationaux et régionaux et qu'il s'en retire au besoin.

RECOMMANDATION 3

Que le gouvernement offre une formation macroéconomique pratique et non partisane de base à tous les députés dès le début de la 43^e législature.

RECOMMANDATION 4

Que le gouvernement demande à la Banque du Canada de produire tous les billets et pièces de monnaie qui doivent être en circulation, sans engendrer de dettes ou de l'inflation.

RECOMMANDATION 5

Que le gouvernement entreprenne immédiatement d'éliminer la *Loi de l'impôt sur le revenu* et qu'il la remplace en faisant appel à d'autres sources que le revenu.

« L'urgence climatique : la transition requise vers une économie faible en carbone »

On dit que si les politiques économiques ne sont pas bien pensées, aucun autre objectif du gouvernement ne peut être atteint. Après cinquante ans de politiques néolibérales mal avisées des gouvernements du Canada, la seule solution est de définir et d'adapter les politiques en faisant appel à la pensée rationnelle. Étant donné que les politiques gouvernementales encouragent la surconsommation dans les pays occidentaux, y compris le Canada, il faut que ces politiques changent. Les suggestions qui suivent ne sont qu'un point de départ.

« Plus le mensonge est énorme, plus il y aura de personnes qui y croient. » Les Canadiens, y compris les députés, ont cru les grands mensonges économiques qui ont sans cesse été répétés. Le grand mensonge selon lequel les entreprises et le secteur du marché font mieux les choses que le gouvernement a prévalu sur les nombreux petits mensonges qui ont permis à l'« expérience néolibérale » des cinquante dernières années de se produire. Il faut supposer que les députés ont accepté les politiques préconisées par des intérêts financiers internationaux par manque de pensée rationnelle plutôt que pour des gains personnels.

Comme l'a écrit l'économiste Joseph Stiglitz, lauréat du prix Nobel, en juin dernier, « **l'expérience néolibérale – réduction des impôts pour les personnes bien nanties, déréglementation des marchés du travail et des produits, financiarisation, et mondialisation – s'est avérée un échec spectaculaire.** » Le Parlement et les parlementaires canadiens pourraient être des chefs de file et aider l'empire occidental à se remettre de cet échec. Ils doivent s'efforcer de comprendre cet « échec spectaculaire » des cinquante dernières années et mettre en œuvre de nouvelles solutions fiscales, économiques et financières.

Si des parlementaires ont conduit à un tel échec en faisant défaut d'appliquer la pensée rationnelle, les parlementaires actuels et futurs ont le devoir de faire cette réflexion pour mettre en place des politiques plus efficaces. La pensée rationnelle doit s'appuyer sur la vérité et les faits.

D'abord, les députés ont le devoir de gouverner pour le bien de l'ensemble de la population, et non pour favoriser les intérêts de personnes ou groupes particuliers. Ils doivent adopter les politiques qui sont les plus bénéfiques pour la nation, l'économie et l'environnement et qui profitent également à tous les citoyens. Ils représentent non seulement les citoyens d'aujourd'hui, mais aussi ceux des générations à venir. Le Canada, avec toutes ses ressources naturelles et humaines, ne doit pas suivre les autres pays dans leur dégringolade économique, mais plutôt mettre en place dès maintenant des politiques qui apportent un changement. Du point de vue rationnel, le plus important est de reconnaître que la consommation de biens et de services ne profite pas à la nation, car cela exige des ressources, de la main-d'œuvre et, plus que tout, de l'énergie. Les ressources ne sont pas illimitées, la demande de main-d'œuvre va en diminuant, et la consommation d'énergie tue la planète. Sans porter atteinte à la liberté individuelle qui permet aux gens de choisir de consommer pour maintenir un niveau de vie approprié, le gouvernement devrait décourager, et non encourager, la consommation.

« Mais nous avons besoin d'emplois productifs pour nos citoyens. » C'est bien vrai, mais les emplois qui visent à créer des biens et des services qui sont utilisés, éliminés, consommés n'apportent rien à notre pays. La production crée de la richesse, mais la consommation détruit la richesse. Il y a beaucoup de travail que l'on peut faire pour créer de la richesse et procurer des avantages durables aux particuliers et à l'ensemble des Canadiens. Il s'agit simplement de mettre en place des politiques nationales rationnelles pour maintenir une quantité suffisante d'argent en circulation.

Imposée au Canada par l'élite financière internationale, la politique irrationnelle véhiculant sans doute le plus grand mensonge est celle qui a amené le gouvernement à transférer, de la Banque du Canada à la communauté financière, la responsabilité de produire de la monnaie. Les Canadiens se rendent finalement compte qu'il était irrationnel pour le gouvernement d'accorder aux banques le pouvoir de créer de l'argent, argent qu'il emprunte ensuite avec intérêts, qui sont payés par les contribuables. Le premier ministre MacKenzie King avait d'ailleurs déclaré

que la perte de contrôle de la masse monétaire ruinerait n'importe quel pays, et c'est ce qui se produit maintenant.

L'impôt est sans doute la politique la plus irrationnelle du dernier siècle. Devenues graduellement plus complexes, les règles de l'impôt dépassent la compréhension de la plupart des Canadiens, y compris les députés. La place centrale qu'occupe l'impôt dans l'économie canadienne peut toutefois être comprise. Certains économistes affirment que l'impôt n'est pas nécessaire pour payer les coûts engagés par le gouvernement tant que celui-ci conserve le pouvoir de créer de l'argent. Seul le gouvernement fédéral a ce pouvoir. Or, l'impôt peut être nécessaire pour d'autres raisons, la plus importante étant de contrôler l'inflation en retirant de la monnaie en circulation. Ce retrait réduit la demande de consommation de biens et de services.

L'impôt peut également être utile pour décourager la consommation et les transactions indésirables. Il n'est certainement pas souhaitable, ni pour les particuliers, ni pour le pays, de dissuader les Canadiens de travailler. Plutôt que d'adopter des lois pour réduire le pouvoir d'achat et la liberté des particuliers, on peut utiliser l'impôt pour décourager les choix qui ne sont pas bénéfiques pour la nation. En imposant la richesse utilisée à des fins de consommation excessive, on peut aussi encourager les investissements dans la richesse durable. Le calcul serait d'ailleurs beaucoup plus simple que celui de l'impôt sur le revenu actuel.

Bien des choses pourraient être imposées afin d'en décourager l'utilisation, ce qui sera bon pour la nation, pour l'économie et les Canadiens. On pourrait décourager la consommation de biens nuisibles à la santé et au bien-être des gens en ajoutant une taxe à leur prix d'achat. Toute taxe visant à atténuer le changement climatique serait certainement bénéfique. L'imposition des importations, du moins dans la même mesure que la taxe sur les produits et services provenant du Canada, permettrait une concurrence équitable des biens et services canadiens sur les marchés canadiens et étrangers. Par le passé, les tarifs douaniers ont permis le développement du secteur manufacturier au Canada, et ils pourraient de nouveau contribuer à la croissance économique.

L'imposition d'une taxe sur les opérations de spéculation financière représente une excellente source de revenus fiscaux. À l'exception du petit pourcentage de l'industrie financière qui fournit de l'argent pour démarrer ou développer la production, le commerce des valeurs mobilières n'est que de la spéculation de la part de personnes qui font des échanges les uns avec les autres, et seules des personnes intermédiaires en profitent. Il s'agit d'un gaspillage de ressources et ce type d'activités n'a que peu d'importance sur l'« économie réelle ». Même les gains réalisés par les courtiers ne profitent guère à l'économie. Étant donné que ces échanges sont en soi peu avantageux, le coût des services ne procure aucun avantage à la nation. En plus, c'est là que l'argent se trouve.

C'est sur la publicité et l'emballage qu'il serait le plus bénéfique d'imposer une taxe directe. La publicité encourage la consommation, ce qui est contraire aux intérêts de la nation, qui devrait limiter les dépenses excessives. Une telle taxe aurait aussi pour avantage d'atténuer l'effet abusif des publicités qui amènent les gens à faire des achats impulsifs au lieu d'achats leur permettant de maintenir leur niveau de vie et qui encouragent l'endettement personnel. Les preuves récentes des dommages causés par les emballages en plastique justifient à la fois une taxe très élevée et même l'interdiction de leur utilisation.

La détermination du gouvernement à conserver le statu quo en ce qui concerne les politiques fiscales et monétaires fait ressortir que les Canadiens et leurs représentants ne prennent pas la peine de réfléchir de manière rationnelle aux solutions de rechange à ces politiques manifestement destructrices.